



Paris, le 8 février 2023

Demain, nous saurons qui refuse réellement le démantèlement d'EDF et le retour d'Hercule !

Le 1^{er} février, la commission des Finances de l'Assemblée a voté la proposition de loi visant la nationalisation du groupe EDF, assortie d'une inaccessibilité ultérieure du capital. Au-delà de garantir la propriété publique de l'électricien national, cette initiative parlementaire vise surtout à préserver l'intégrité d'un groupe Électricité de France au service de la Nation.

L'Interfédérale composée des fédérations syndicales représentatives (FNME-CGT, CFE-CGC Énergies, FCE-CFDT et FO Énergie et Mines) soutient cette proposition de loi en ce qu'elle interdit le retour du projet Hercule.

Plus largement, elle interdit au Gouvernement toute future réforme d'EDF qui serait faite en catimini dans le dos du dialogue social, des salariés, des usagers et du débat parlementaire, qui reposerait sur des meccanos capitalistiques chers aux banques d'affaires, et qui démantèlerait, de près ou de loin, le groupe EDF comme le projet Hercule l'envisageait. Ce funeste projet, les fédérations syndicales et les groupes parlementaires d'opposition l'avaient combattu tout au long de l'année 2021.

L'Interfédérale salue d'autant plus ce vote des députés contre le retour d'Hercule qu'elle est convaincue que le caractère intégré de l'électricien national, présent de l'amont à l'aval sur l'ensemble de la chaîne de valeur et des métiers de l'électricité, est plus que jamais un atout pour le pays à l'heure de la décarbonation par l'électrification. Avec les crises qui changent les priorités, l'heure n'est clairement plus à désoptimiser EDF au nom de la sacro-sainte concurrence.

Si les députés de tous les groupes d'opposition parlementaire ont soutenu cette initiative pour refuser le « *démantèlement d'EDF, un démembrement comme le Président de la République l'a révé dans son précédent quinquennat* », les députés de la majorité se sont, eux, réfugiés derrière l'OPA en cours pour ne pas voter ce texte en commission. Ce faisant, ils laissent planer le doute sur les intentions du Gouvernement vis-à-vis du démantèlement d'EDF.

Pourtant, la Première Ministre a elle-même acté l'abandon du projet Hercule dans la feuille de route qu'elle avait adressée au nouveau Président d'EDF le 9 décembre dernier. Vigilante face aux doubles discours de ceux qui excellent dans le flou du « *en même temps* », l'Interfédérale appelle donc l'ensemble des députés, y compris ceux de la majorité, à se saisir demain, lors de la séance publique, de cette proposition de loi pour exprimer clairement leur refus de voir Hercule et tout autre projet de démantèlement d'EDF revenir sur la table.

L'heure de vérité sur les intentions du Gouvernement vis-à-vis d'EDF est donc proche. Pour l'Interfédérale, c'est bel et bien à ses actes comme à ceux des députés de la majorité que l'on mesurera la sincérité de leurs engagements à consolider l'électricien national intégré dans son rôle central au service de la souveraineté énergétique et de la transition bas carbone de la Nation.

Loin des discours qui ne se traduisent pas en actes, c'est par ce vote que les citoyens pourront juger de la sincérité du Gouvernement à assurer leur sécurité énergétique, à les protéger et in fine à les servir.